

N°2020-76

L'an deux mil vingt, le vingt-quatre septembre, le Conseil Municipal s'est réuni en Mairie-centre à dix-neuf heures, sous la présidence de Monsieur Luc MONNET, Maire, en suite de convocation en date du dix-sept septembre dont un exemplaire a été affiché à la porte de la Mairie.

**Nombre de membres en exercice : 29**

**Nombre de membres présents : 15**

**Présents :** Luc MONNET, Maire, Joëlle DUPRIEZ, Fabien DELPORTE, Angélique DEKOKER, Stéphane MICHEL, Amandine GOUDARD, Alain DELECLUSE, Cyprien DUBUS, Jean MOULLIÈRE, Dominique SKRZYPCZAK, Arthur WAGNON, Michel MAILLARD, Véronique ROTTELEUR, Annie BAGGIO, Yannick LIÉVIN

**Absents ayant donné procuration :**

Christian LEMAIRE donne procuration à Luc MONNET  
Sandrine BROCARD donne procuration à Joëlle DUPRIEZ  
Jeoffrey EMAILLE donne procuration à Fabien DELPORTE  
Katia TYTGAT donne procuration à Angélique DEKOKER  
Manuella DELESALLE donne procuration à Alain DELECLUSE  
Catherine MORTREUX donne procuration à Cyprien DUBUS  
Olivia SALLÉ donne procuration à Jean MOULLIÈRE  
Hélène FOURDRIGNIER donne procuration à Dominique SKRZYPCZAK  
Pierre DEHOVE donne procuration à Arthur WAGNON  
Marie-Astrid DELANNOY donne procuration à Amandine GOUDARD  
Marie-Françoise TAHON donne procuration à Stéphane MICHEL  
Fabrice BALENT donne procuration à Michel MAILLARD  
Emmanuel CHARETTE donne procuration à Yannick LIÉVIN  
Daniéla MORONVAL donne procuration à Annie BAGGIO

**Absents :**

**Secrétaire :** Arthur WAGNON

**OBJET : Subvention en solidarité des victimes des explosions de Beyrouth.**

Le Conseil municipal propose le versement d'une subvention d'un montant de 500 € au Secours Populaire et 500 € au Secours Catholique pour venir en aide à la population du Liban touchée par les violentes explosions.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, décide :

**Article 1 :** d'accorder une subvention d'un montant de 500 € au Secours Populaire et 500 € au Secours Catholique pour venir en aide à la population du Liban touchée par les violentes explosions.

**Article 2 :** Monsieur le Maire et Monsieur le Directeur Général des Services sont chargés de prendre toutes les mesures pour l'exécution de la présente délibération.

La présente délibération, qui sera transmise au représentant de l'Etat, peut faire l'objet dans un délai de deux mois à compter de sa notification d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Lille ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre.

Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet.

Le conseil municipal, ouï cet exposé, adopte la délibération à l'unanimité.

Pour extrait conforme,  
Fait à Templeuve-en-Pévèle, les jours, mois et an susdits,  
**Le Maire,**  
**Luc MONNET**

